

Conseillers élus	33
En fonction	33
Présents	28
Excusés	5
Procurations	5

**Procès-Verbal des Délibérations  
du Conseil Municipal de la Ville de CERNAY  
de la séance du 27 septembre 2017**

**Sous la présidence de Monsieur Michel SORDI, Maire**

Monsieur le Maire ouvre la séance du Conseil Municipal à 20h03. Il souhaite la bienvenue à tous les Conseillers Municipaux présents et salue également le public et les représentants de la presse.

Le Conseil Municipal procède à la désignation du secrétaire de séance et de son auxiliaire. Sont désignés à l'unanimité Monsieur Guillaume GERMAIN, Adjoint au Maire, en tant que Secrétaire, et Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services, en tant qu'auxiliaire.

C'est avec beaucoup de tristesse qu'il annonce les décès de Monsieur Henri DUDACZYK, beau-père de Madame Francine DUDACZYK, agent communal au sein du service « citoyenneté ».

L'assemblée exprime à la famille éprouvée ses plus sincères condoléances.

Monsieur le Maire donne lecture des procurations.

Avant de débiter l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de la séance de ce soir, Monsieur le Maire propose, si l'assemblée est d'accord, d'ajouter une subvention exceptionnelle au point n°5.3, en faveur de la Fondation de France au titre de l'indispensable solidarité à l'égard de nos compatriotes des Antilles (Saint-Martin, Saint-Barthélemy, île de Dominique et Guadeloupe) touchés, le 6 septembre, par l'ouragan Irma, et le 18 septembre, par l'ouragan Maria.

En l'occurrence, et après concertation ces derniers jours avec ses collègues Maires de Wittelsheim et de Thann, il suggère d'attribuer une subvention de 3 000 € en gage de leur soutien.

Par ailleurs, il propose également d'inscrire un autre point, à savoir une motion pour le maintien du zonage « Loi Pinel ».

Présents Monsieur Michel SORDI, Madame Catherine OSWALD, Monsieur Alain BOHRER, Madame Anita BURGER, Monsieur Emile MOUHEB, Claude MEUNIER, Guillaume GERMAIN, Madame Annie GADEK, Messieurs Michel FLIEG, Mario CRACOGNA, Mesdames Catherine GOETSCHY, Monique SAMOLANY-ZIND, Monsieur Bernard SOMMER, Mesdames Chantal BURGERMEISTER, Martine PIERRE, Nicole WIPF, Sonia KUENY-TRAVERSI, Josiane BOSSERT, Monsieur Dominique STEIGER, Mesdames Santa FIERRO, Claudine MUNSCH, Monsieur Michel LEDEUR, Madame Virginie BONNET, Messieurs Fabrice ANASTASI, Giovanni CORBELL, Jacques MULLER, Christophe MEYER, Joaquim RODRIGUES

Absents excusés et non représentés Néant

Absents non excusés Néant

Ont donné procuration M. Jérôme HAMMALI donne procuration à Michel SORDI  
M. Thierry BILAY donne procuration à Josiane BOSSERT  
Mme Marie STUTZ donne procuration à Alain BOHRER  
Mme Sylvie REIFF-LEVETT donne procuration à Christophe MEYER  
Mme Anne EBERLEIN donne procuration à Joaquim RODRIGUES

Assiste également Monsieur Philippe GROSS, Directeur Général des Services.

## **Ordre du jour**

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 23 juin 2017
- 2 - Communications
- 3 - Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)
- 4 – Extension du réseau de vidéoprotection - Approbation du dispositif et du projet de financement (tranche 5)
- 5 - Monde associatif
  - 5.1 - Subvention animations été 2017
  - 5.2 - Subvention « Contrat Educatif Local » (CEL)
  - 5.3 - Subventions exceptionnelles
  - 5.4 - Association « Le Lien » - Convention de mise à disposition d'un triporteur
- 6 - Domaine communal - Vente d'un terrain à la SCI « Les Pins »
- 7 - Syndicat d'électricité et de gaz du Rhin - Adhésion de la ville de Héisingue
- 8 - Rapports annuels d'activités 2016
  - 8.1 - Communauté de Communes de Thann-Cernay
  - 8.2 - Espace Grün
  - 8.3 - Syndicat d'électricité et de gaz du Rhin
- 9 - Motion pour le maintien du zonage « Loi Pinel »
- 10 - Questions orales
- 11 - Informations à la Municipalité

## **1 – Monsieur le Maire rapporte le point n°1**

### **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 23 juin 2017**

Le procès-verbal a été transmis au domicile de chaque élu. Aucune remarque n'étant formulée, il est adopté à l'unanimité et signé.

Adopté à l'unanimité

## **2 – Monsieur le Maire rapporte le point n°2**

### **Communications**

#### **2.1 – Remerciements**

Remerciements pour le versement d'une subvention de la part de :

- l'association des Aviculteurs de Cernay et environs ;
- l'ensemble vocal Arcadia.

Remerciements de :

- l'Institut de recherche en hématologie et transplantation de Mulhouse pour le soutien de la Ville de Cernay (emplacement gratuit au marché, le 31 mars 2017, pour la vente de tulipes) ;
- Madame Thérèse KOHLER, psychologue scolaire, pour l'achat des tests WISC-V et WPPSI-IV (tests psychologiques de raisonnement et de logique – cycles 2 et 3) ;
- l'école élémentaire « Les Tilleuls » pour avoir assuré la sécurité et remis des récompenses lors des Olympiades ;
- l'association BMX Cernay pour l'entretien des espaces verts autour de la piste ;
- Madame Mona MANAF Principale adjointe du Collège René CASSIN, qui a désormais rejoint un autre collège du département.

#### **2.2 – Installations classées**

L'arrêté préfectoral du 23 mars 2017, pris en application du titre 1<sup>er</sup> du livre V de Code de l'environnement, autorise la société des Mines de Potasse d'Alsace (anciennement Stocamine), à prolonger pour une durée illimitée, le stockage souterrain en couches géologiques profondes, de produits dangereux, non radioactifs, sur le territoire de la commune de Wittelsheim (cf. annexe).

Le texte intégral de cet arrêté peut être consulté à la Préfecture du Haut-Rhin (Direction des collectivités locales et des procédures publiques – Bureau des enquêtes publiques et

installations classées), ainsi qu'à la Mairie de Cernay, Pôle urbanisme et domaine communal, aux heures d'ouverture des bureaux.

---

*Monsieur le Maire aimerait souligner que Monsieur Nicolas HULOT, Ministre d'Etat en charge, parait-il, de la « transition écologique et solidaire » a non seulement validé la procédure engagée par l'Etat dans le dossier « Stocamine », mais a aussi abandonné l'éco-taxa tout en ayant jeté aux orties la déclaration d'utilité publique (DUP) de la route nationale 66 et les plus de 20 années de travail qui l'accompagnaient.*

---

### **3 - Monsieur le Maire rapporte le point n°3**

#### **Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)**

##### **3.1 – Déclarations d'Intention d'Aliéner – Droit de préemption non exercé**

<b>Immeuble sis</b>	<b>Nature</b>	<b>Surface</b>	<b>Désignation cadastrale</b>	<b>Cédés par</b>
20 rue Blaise Pascal	pavillon	85,43 m <sup>2</sup>	Section 80 n°119	SCI Le Bonheur
20 rue Albert Schweitzer	appt	48 m <sup>2</sup>	Section 80 n°117	M. et Mme Michel EHRHARDT
5 rue des Violettes	pavillon	86,03 m <sup>2</sup>	Section 80 n°119	Jean-Philippe PERETTI Jessica MOURCELY
7 rue Blaise Pascal	appt	86,66 m <sup>2</sup>	Section 48 n°126	Patrick MAGO Marie-Laure RICHARD

#### **4 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°4**

##### **Extension du réseau de vidéoprotection - Approbation du dispositif et du projet de financement (tranche 5)**

La Ville de Cernay a depuis quelques années mis en place et étendu un réseau de vidéoprotection sur son ban communal. Celui-ci a montré son efficacité dans l'identification des auteurs d'actes délictuels et, par un lien de causalité évident, dans la prévention de la survenance.

Pour poursuivre le développement du réseau afin de parfaire son maillage, la Ville envisage une cinquième tranche de travaux comprenant 7 nouvelles caméras et 1 caméra optionnelle, couvrant notamment les lieux suivants :

- 2 caméras à l'intersection des rues de Soultz et du Ballon (afin de visualiser l'entrée de ville du côté d'Uffholtz) ;
- 1 caméra au centre socio-culturel Agora au sein du quartier « Bel Air » ;
- 1 caméra au giratoire de la rue de Normandie et du faubourg de Belfort ;
- 1 caméra au nouveau pont de la Thur situé près du Pôle ENR ;
- 2 caméras situées au giratoire à l'intersection des rues Sandoz et Baudry ;
- 1 caméra à l'intersection de la RD 35 et de la rue Else (en option).

Cette cinquième tranche de travaux comprend une tranche ferme, assortie d'une option, pour un coût total de 121 500 € HT :

- Travaux : 106 100 € HT
- Option : 11 900 € HT
- Maîtrise d'œuvre : 3 500 € HT

Cette dépense est prévue au budget primitif 2017 de la Ville à l'article 2315 fonction 112.

---

*S'appuyant sur une expérimentation en cours, dans le département des Yvelines, de nouvelles caméras dites "intelligentes", Jacques MULLER se demande s'il ne serait préférable d'attendre avant d'étendre le réseau communal de vidéo protection afin de bénéficier de cette avancée technologique.*

*En réponse, Michel SORDI et Emile MOUHEB rappellent que le parc des caméras évolue, au gré des avancées technologiques, à la faveur de chaque nouvelle extension du réseau. Quant à leurs caractéristiques techniques, elles sont toujours fonction des besoins en matière de sécurité publique arrêtés en lien étroit avec les services compétents de la Gendarmerie nationale.*

*Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES mettent en avant que la technologie citée par Jacques MULLER, détectant des comportements inhabituels, permettrait une plus grande réactivité.*

*Comparativement au dispositif expérimental évoqué par Jacques MULLER, Alain BOHRER invite à prendre en compte la spécificité technologique du réseau communal, c'est-à-dire des caméras qui filment en continu l'espace public.*

*En écho, Emile MOUHEB souligne les autres caractéristiques technologiques du système de vidéo protection communal, y compris futures, comme par exemple la possibilité prochainement de réaliser des analyses de circulation en temps réel.*

*Joaquim RODRIGUES aimerait savoir qui a accès aux images du système de vidéo protection mais également leur durée de conservation*

*Michel SORDI lui indique que celles-ci sont accessibles aux seules personnes limitativement définies par le Maire, en sa qualité de responsable du dispositif, sous couvert du Préfet, à savoir les gendarmes, les policiers municipaux de même que l'Adjoint au Maire en charge de la sécurité et bien évidemment lui-même. Il précise ensuite que ces images sont conservées 15 jours, délai au-delà duquel elles sont "écrasées".*

*Puis, à l'heure de la création des réseaux de vidéo protection des Villes de Thann et de Vieux-Thann, Michel SORDI tient à souligner l'intérêt du dispositif cernéen à l'échelle désormais de tout un territoire.*

*S'il ne nie pas l'utilité du réseau de vidéo protection communal, Christophe MEYER estime néanmoins que celui-ci ne peut se suffire à lui-même et qu'il conviendrait de lui adjoindre davantage de moyens humains de sorte à prévenir la survenance des actes délictuels.*

*Après avoir rappelé l'effectif actuel de la police municipale, en l'occurrence 3 agents renforcés à terme par un agent administratif également en charge du visionnage des images de vidéo protection, Michel SORDI réaffirme, en l'assumant, sa position de principe en matière de charges de personnel : garder la maîtrise des dépenses structurelles de fonctionnement qui, à défaut, obéneraient durablement les capacités d'investir de la Ville de Cernay.*

*Quant à Emile MOUHEB, il invite Christophe MEYER à prendre en compte l'ensemble des moyens humains dévolus, à Cernay, à la sécurité publique, c'est-à-dire non seulement les policiers municipaux, mais également les médiateurs, les agents de la "brigade verte" et bien évidemment les gendarmes de la brigade territoriale, qui bénéficient d'un accès au dispositif communal de vidéo protection, et ceux du Peloton de Surveillance et d'Intervention (PSIG).*

*Mettant en exergue le projet du Président de la République de réinstaurer une police nationale de proximité, Guillaume GERMAIN rappelle que la sécurité publique incombe d'abord à l'Etat.*

*Néanmoins, par-delà ces objections, Christophe MEYER considère que le nombre d'agents de la police municipale de Cernay devrait être égal, sinon à Ville de Thann, pour le moins à celui de la Ville de Wittelsheim.*

*Michel LEDEUR invite alors tout un chacun à dépasser la seule lecture quantitative en faisant remarquer que, bien que le nombre d'agents de police municipale de Cernay soit inférieur à celui de Wittelsheim, il ne se sent pas moins en sécurité à Cernay.*

*Pour autant, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES estiment que les crédits prévus pour financer l'extension du réseau de vidéo protection auraient été mieux employés s'ils permettaient de recruter des nouveaux agents de police municipale.*

*Dans le prolongement de sa précédente intervention relative à la nécessité de faire preuve de vigilance en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, par nature durables contrairement aux dépenses d'investissement, Michel SORDI souhaite rappeler qu'au fondement de celles-ci se trouvent les impôts des habitants de la commune.*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré :

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Anne EBERLEIN (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Joaquim RODRIGUES et Jacques MULLER) l'extension du dispositif de vidéoprotection (tranche 5) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à solliciter les subventions auprès des co-financeurs potentiels ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Anne EBERLEIN (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Joaquim RODRIGUES et Jacques MULLER)
--

## **5 – Monsieur Dominique STEIGER rapporte le point n°5**

### **Monde associatif**

#### **5.1 - Subvention animations été 2017**

Un certain nombre d'associations locales, en partenariat avec la Ville de Cernay et la Fédération des Associations de Cernay (FAC), ont proposé 51 stages du 10 juillet au 25 août, regroupant près de 160 jeunes.

Ces activités ont occasionné des frais pour les associations en question.



Il est donc proposé d'accorder des subventions au bénéfice des associations organisatrices pour un montant total de 3 000 euros : 150 € chacune, à l'exception du Moto club à qui il est proposé d'attribuer un montant de 600 € en raison des frais occasionnés (location de moto et gaz oil).

Le versement s'effectuera de manière forfaitaire.

<b>Associations</b>	<b>Montant (en €)</b>
BMX Cernay	150
Société Hippique de la Thur	150
Tennis C.I.C.	150
Club de Plongée	150
Moto Club	600
Athlétisme Club C.E.	150
Société de Pêche	150
Cercle d'Echecs	150
Musique Municipale	150
Basket Club	150
Ski Club Cernay	150
Cernay Wattwiller Handball	150
Club Taekwondo Wattwiller	150
Boxe Olympique Cernay	150
Jeux et Loisirs	150
Football Jeunes Cernay	150
SRC Karaté	150
<b>TOTAL</b>	<b>3 000 €</b>

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les propositions de subventions ci-dessus ;

Vote à l'unanimité ces subventions et approuve leurs modalités de versement.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## 5.2 - Subvention « Contrat Educatif Local » (CEL)

Un certain nombre d'associations locales, en partenariat avec la Ville de Cernay et la Fédération des Associations de Cernay (FAC), ont proposé 9 activités durant l'année scolaire 2016/2017, regroupant près de 106 jeunes venant de Cernay dans le cadre du « Contrat Educatif Local » participant à l'épanouissement personnel des jeunes, leur implication dans la vie sociale et leur réussite scolaire conformément aux orientations définies par l'Etat.



Ces activités ont occasionné des frais importants pour les associations.  
Il est donc proposé d'accorder des subventions au bénéfice des associations organisatrices pour un montant total de 3 600 euros, à raison de 400 € par association.

Le versement s'effectuera de manière forfaitaire.

<b>Associations</b>	<b>Montant (en €)</b>
Musique Municipale	400
Athlétisme Club	400
Boxe Olympique Cernay	400
Football Jeunes Cernay	400
Cernay Wattwiller Handball	400
SRC Natation	400
SRC Karaté	400
Basket Club	400
Société Hippique de la Thur	400
<b>TOTAL</b>	<b>3 600 €</b>

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les propositions de subventions ci-dessus ;

Vote à l'unanimité ces subventions et approuve leurs modalités de versement.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **5 – Monsieur Dominique STEIGER rapporte le point n°5** **Monde associatif**

### **5.3 - Subventions exceptionnelles**

Il est rappelé que le versement s'effectuera de manière forfaitaire.

<b>Associations</b>	<b>Objet</b>	<b>Budget d'opération (en €)</b>	<b>Montant subvention (en €)</b>	<b>% de subvention</b>
BMX Cernay	Championnats du Monde et d'Europe	14 317	500	12
Union Internationale des Alsaciens de l'Etranger	Journée Annuelle à Cernay	673,50	673,50	100
CSC AGORA	Achat minibus	12 000	4 000	30
FC Franco Portugais Cernay	Subvention de fonctionnement	2 000	2 000	100

Les Vitrites de Cernay.com	Subvention de fonctionnement	2 000	2 000	100
Souvenir Français	Rencontre OPEX	1 440	250	17
Fondation de France	« Solidarité pour les Antilles »	/	3 000	/
<b>TOTAL</b>		<b>32 430,50</b>	<b>12 423,50</b>	<b>29</b>

Ces montants sont prévus au Budget Primitif 2017.

---

*Réagissant à la subvention exceptionnelle qu'il est proposé d'octroyer à "l'Union Internationale des Alsaciens de l'Etranger", Christophe MEYER estime que l'on demande aux Conseillers municipaux de voter une subvention qui est déjà engagée puisqu'elle porte sur le cofinancement du congrès annuel qui s'est tenu le mois dernier, à l'Espace Grün.*

*Pour Catherine OSWALD, l'analyse de Christophe MEYER est erronée. En effet, cette subvention, pour être versée à "l'Union Internationale des Alsaciens de l'Etranger", devra nécessairement recueillir l'assentiment de la majorité des Conseillers municipaux, dans la mesure où l'engagement de la Ville de Cernay n'est pour l'heure que moral.*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les propositions de subventions ci-dessus ;

Vote ces subventions et approuve leurs modalités de versement.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **5.4 – Monsieur Michel FLIEG rapporte le point n°5.4**

### **Monde associatif**

#### **5.4 - Association « Le Lien » - Convention de mise à disposition d'un triporteur**

La Ville de Cernay apporte son soutien au fonctionnement et aux initiatives des associations dont l'objet social participe à la mise en œuvre de ses politiques publiques dans divers domaines.

L'association « Le Lien » a pour objet, en collaboration avec l'équipe d'animation de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) « Les Cigognes » du Groupe Hospitalier de la région de Mulhouse Sud-Alsace, site de Cernay, la mise en place d'animations et de manifestations en direction des résidents.

Dans ce cadre, elle a initié un projet intitulé provisoirement « créer du lien en pédalant » qui permet d'offrir aux personnes âgées des sorties en triporteur en toute sécurité et sans contraintes grâce à des bénévoles qui pédalent.

Compte-tenu du caractère innovant de ce projet qui permet de lutter contre l'isolement des personnes âgées résidents en E.H.P.A.D ou à domicile dans le respect de l'environnement, la Ville de Cernay a souhaité acquérir le premier triporteur.

La Ville de Cernay envisage de formaliser une convention de mise à disposition du triporteur avec l'association « Le Lien » (cf. annexe).

---

*Répondant à une question de Christophe MEYER, Alain BOHRER précise que le triporteur est à assistance électrique et que le projet s'origine dans une initiative des pays scandinaves.*

*Puis, répondant cette fois-ci à une question de Christophe MEYER sur le coût du triporteur, Michel SORDI indique que le coût d'achat est d'environ 6000 à 7000 € hors taxes.*

*Souhaitant recentrer les débats, Catherine OSWALD et Alain BOHRER rappellent que l'objet de la délibération ne porte pas sur l'acquisition du triporteur mais sur les modalités de sa mise à disposition, par la Ville, à l'association "Le Lien".*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017, relative au contrat d'association ;

Vu la loi du n°2000-321 du 12 avril 2000, modifiée et consolidée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Approuve à l'unanimité la mise à disposition gracieuse, par la Ville de Cernay, d'un triporteur à l'association « Le Lien » ;

Approuve les termes de la convention précisant les modalités de cette mise à disposition (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention.

Adopté à l'unanimité
----------------------

**6 – Monsieur Alain BOHRER rapporte le point n°6****Domaine communal - Vente d'un terrain à la SCI « Les Pins »**

Monsieur Mustafa AVCI, dirigeant de la société HIM, demeurant à CERNAY, 14 rue des Pins, souhaite acquérir un terrain dans la zone artisanale « du Vignoble » pour y installer ses activités professionnelles de bâtiments et travaux publics (B.T.P.), ainsi qu'un logement de service d'environ 100 m<sup>2</sup>.

Selon le procès-verbal d'arpentage n° 3188 établi par Monsieur Hubert ORTLIEB, géomètre-expert à THANN, le 26 août 2016, il s'agit du terrain suivant :

- Section 30 n° 432/121, d'une surface de 35 ares 80.

Dans sa séance du 16 décembre 2016, le Conseil municipal avait approuvé à l'unanimité la vente aux conditions mentionnées. Toutefois, sur demande du notaire, le Conseil municipal a, en date du 23 juin 2017, précisé le régime fiscal auquel était soumis cette société.

Par courrier en date du 18 août 2017, Monsieur Mustafa AVCI nous informe avoir créé une société civile immobilière afin de procéder à cette acquisition, et demande à la Ville de Cernay d'autoriser cette vente à la SCI « Les Pins ».

Le prix de vente à l'are de 2 500 € est un prix hors taxe, soit un montant total de 89 500 € hors taxe.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies at près en avoir délibéré ;

Vu le courrier de Monsieur Mustafa AVCI, gérant de la SCI « Les Pins », en date du 18 août 2017 ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 28 novembre 2016 ;

Vu le procès-verbal d'arpentage n° 3188 du 26 août 2016 ;

Approuve à l'unanimité la vente du terrain décrit ci-dessus, au profit de la SCI « Les Pins », au prix de 89 500 € hors taxe ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir, ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette affaire.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **7 – Monsieur le Maire rapporte le point n°7**

### **Syndicat d'Electricité et de Gaz du Rhin - Adhésion de la ville de Hésingue**

En vertu de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, consolidée le 19 février 2008, l'organisation de la distribution d'électricité relève de la compétence des collectivités locales.

En France, les communes n'exercent généralement pas de manière isolée leurs attributions en matière d'électricité, mais adhèrent à des syndicats intercommunaux, à qui elles ont transféré leurs compétences.

A ce jour, il existe en France plus de 90 Syndicats départementaux et supra-départementaux ayant au moins la compétence d'organisation de la distribution publique d'électricité.

Le Syndicat Départemental d'Electricité du Haut-Rhin a été créé à l'initiative de l'Association des Maires du Haut-Rhin par un arrêté préfectoral du 19 décembre 1997. Par arrêté préfectoral du 17 décembre 2008, le périmètre du Syndicat a été étendu à la Ville de Mulhouse pour la compétence électricité. Ainsi, sur les 377 communes haut-rhinoises, le Syndicat regroupait en date du 1er janvier 2009 la totalité des 343 communes desservies par ERDF, soit près de 630 000 habitants.

Par délibérations conjointes des communes adhérentes, le Syndicat a ajouté la compétence gaz et est devenu le Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz du Haut-Rhin par arrêté préfectoral du 6 novembre 2000, avec 181 communes du Département qui ont délégué leur compétence gaz au Syndicat.

Au 1er juillet 2016, avec la création des communes nouvelles et l'adhésion au Syndicat des Communautés de Communes du Ried de Marckolsheim et de la Vallée de Villé, le Syndicat nouvellement nommé Syndicat d'Electricité et de Gaz du Rhin (par arrêté préfectoral du 30 juin 2016) compte 331 communes membres et 2 communautés de 18 communes chacune.

Conformément à l'article L.5211-18 du Code général des collectivités territoriales, le périmètre du Syndicat peut être étendu, par arrêté des représentants de l'Etat dans les deux départements concernés, par adjonction de nouvelles communes, à la demande des Conseils municipaux ou communautaires de ces dernières.

Aujourd'hui, la ville de Hésingue (2 669 habitants) souhaite adhérer au Syndicat pour les compétences « électricité » et « gaz ». Demande formulée lors de la séance du Conseil municipal du 29 mai 2017, pour le secteur de l'emprise aéroportuaire, d'une surface de 10,5 hectares, provenant d'un échange de terrains avec la ville de Saint-Louis.

A compter de la notification de la délibération du Comité syndical aux Maires des 367 communes membres, chaque Conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la ville de Hésingue dans les conditions de majorité qualifiée requises. A défaut de délibération dans ce délai, leur décision sera réputée favorable.

Ainsi la procédure de consultation sera achevée fin septembre et permettra au Comité Syndical du 28 septembre 2017 de prendre acte de l'adhésion de la ville de Héisingue. Un arrêté inter-préfectoral, cosigné par les Préfets du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, viendra officialiser le nouveau périmètre.

Le Bureau syndical réuni le 26 juin 2017 a émis, à l'unanimité, un avis très favorable à l'adhésion de la ville de Héisingue au Syndicat pour les vocations « électricité » et « gaz ».

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les articles L.5211-18 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°97-3051 du 19 décembre 1997 portant création du Syndicat Départemental d'Electricité du Haut-Rhin modifié par l'arrêté préfectoral n°99-2887 du 12 novembre 1999 étendant la compétence du Syndicat au gaz ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la ville de Héisingue, réuni en séance le 29 mai 2017, demandant l'adhésion au Syndicat pour les compétences « électricité » et « gaz » du secteur de l'emprise aéroportuaire d'une surface de 10,5 hectares provenant d'un échange de terrain avec la Ville de Saint-Louis ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 26 juin 2017 ;

Considérant qu'il est de l'intérêt des deux parties prenantes que la ville de Héisingue adhère au Syndicat afin de lui transférer ses compétences d'autorité concédante en matière de distribution publique d'électricité et de gaz ;

Considérant que le Comité syndical du Syndicat d'Electricité et de Gaz du Rhin a accepté par délibération du 26 juin 2017, l'extension du périmètre du Syndicat à la commune de Héisingue pour le territoire cité (sous réserve de l'aboutissement de la procédure de modification des limites territoriales entre les Villes de Saint-Louis et de Héisingue) à une date d'effet identique à celle où sera prononcée cette modification territoriale ;

Approuve à l'unanimité l'adhésion de la ville de Héisingue au Syndicat d'Electricité et de Gaz du Rhin, à compter de la date où sera prononcée la modification des limites territoriales entre les villes de Saint-Louis et de Héisingue ;

Emet un avis favorable à l'adhésion de la ville de Héisingue pour le secteur de l'emprise aéroportuaire d'une surface de 10,5 hectares provenant d'un échange de terrain avec la ville de Saint-Louis ;

Demande à Messieurs les Préfets du Bas-Rhin et du Haut-Rhin de prendre en conséquence un arrêté inter-préfectoral modifiant la composition et le périmètre du Syndicat.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **8 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°8**

### **Rapports annuels d'activités 2016**

#### **8.1 - Communauté de Communes de Thann-Cernay**

Ce document, joint en annexe, présente les actions menées par la Communauté de Communes de Thann-Cernay (CCTC) en 2016. Cet exposé aborde les thèmes suivants :

- le développement territorial, notamment les développements économique et touristique, l'environnement, l'habitat et l'accessibilité ;
- les services à la population, dont la petite enfance, le Relais Assistants Maternels (RAM), l'accueil collectif, la culture et le patrimoine ;
- l'action des services techniques, plus précisément l'eau et l'assainissement, la chaufferie bois, l'éclairage public ;
- les moyens humains et généraux.

Les services de l'eau et de l'assainissement font l'objet d'un rapport distinct.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies ;

Prend acte du rapport annuel d'activités 2016 de la Communauté de Communes de Thann-Cernay (cf. annexe).

A pris acte
-------------

#### **8.2 - Espace Grün**

L'association de gestion de l'Espace Grün mène des activités de diffusion, de création et d'actions culturelles : théâtre, musique, arts plastiques, vidéo, cinéma, etc. Pour cela, l'association dispose d'un équipement culturel : l'Espace Grün.

Outre la mise à disposition de ce bâtiment, la Ville de Cernay apportait jusqu'à l'année dernière et à l'élargissement de la compétence « culture » à la Communauté de communes de Thann-Cernay, un soutien financier direct en vue de la réalisation de ces objectifs sous réserve de l'inscription des crédits au budget primitif.

Ainsi, conformément à la convention d'objectifs et de moyens, liant l'Espace Grün à la Ville de Cernay, l'association a rendu son bilan d'activités pour l'exercice 2016 (cf. document en annexe).

---

*Jacques MULLER demande si le projet de nouveau complexe cinématographique "Ciné Croisière" ne risque pas de mettre en péril le financement futur de l'Espace Grün.*



*Michel SORDI lui répond qu'il n'en sera rien puisque les recettes nettes du cinéma représentent moins de 10 % de l'ensemble des recettes nettes de l'Espace Grün, dont le financement est assuré pour l'essentiel par l'argent public provenant quasi exclusivement de la Ville de Cernay, hier, et de la Communauté de communes, aujourd'hui depuis l'élargissement de la compétence "culture" de cette dernière. D'autant plus qu'une convention de partenariat, comprenant un volet financier, a été conclue avec les porteurs du projet "Ciné Croisière".*

*S'il se dit disposé à croire ces chiffres, Christophe MEYER estime néanmoins qu'il lui manque, pour cela, des éléments budgétaires plus précis.*

*Michel SORDI et Christophe MEYER concluent les échanges relatifs au rapport d'activité 2016 de l'Espace Grün en saluant, tous les deux, le formidable travail des bénévoles.*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies ;

Prend acte du rapport d'activités 2016 de l'association de gestion de l'Espace Grün.

A pris acte
-------------

### **8.3 - Syndicat d'électricité et de gaz du Rhin**

Comme chaque année, le Syndicat d'électricité et de gaz du Rhin transmet à la municipalité son rapport d'activités.

Il retrace les points forts de l'année 2016 :

- La vie du syndicat ;
- La taxe sur la consommation finale d'électricité ;
- Les redevances ;
- Les finances ;
- Les travaux d'environnement co-financés par ERDF ;
- Les travaux d'environnement co-financés par le syndicat ;
- Les réalisations 2016.

Le contrôle des concessions « électricité » et « gaz » fait l'objet d'une synthèse complète annexée au rapport d'activités 2016.

Autre fait marquant de l'année 2016, la demande d'adhésion de la Communauté de communes de la vallée de Villé validée par le Conseil syndical le 13 juin 2016 et entérinée par un arrêté inter-préfectoral du 30 juin 2016 modifiant le périmètre du Syndicat. Ce sont donc 18 communes bas-rhinoises supplémentaires, soit 11 194 habitants, qui, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, sont membres du Syndicat.

A ce jour, le Syndicat comprend 331 communes et 2 Communautés de communes de 18 communes chacune, soit un total de 367 communes.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies ;

Prend connaissance du rapport d'activités 2016 du Syndicat d'électricité et de gaz du Rhin (cf. annexe).

A pris acte
-------------

## **9 – Monsieur le Maire rapporte le point n°9**

### **Motion pour le maintien du zonage « Loi Pinel »**

Le Gouvernement, dans le cadre de l'élaboration de la Loi de Finances 2018, a annoncé la modification du dispositif de la Loi Pinel. Les nouvelles dispositions applicables dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ne permettront plus aux investisseurs souhaitant acquérir un bien à Cernay, de disposer des avantages fiscaux accordés dans le passé. En effet, le classement « B2 », dont bénéficiait la Ville de Cernay, à l'instar des cinquante autres communes du département où la situation du logement est tendue, à savoir où l'offre de logement disponible n'est pas suffisante pour couvrir la demande en terme de volume et de prix sera purement et simplement supprimé, ainsi que le Prêt à Taux Zéro (PTZ). Dans le Haut-Rhin, seules les communes de Mulhouse, Saint-Louis et Huningue, pourront encore en bénéficier.

Depuis deux ans, 150 logements ont pu être réalisés dans la ZAC des Rives de la Thur grâce à ce dispositif qui concerne pratiquement 70 % des appartements vendus. Un nouveau projet de 72 logements a été autorisé, mais la réalisation de celui-ci est fortement compromise en cas d'application des nouvelles règles. Ce dispositif permettait d'apporter sur le marché locatif des logements de qualité avec un loyer encadré, et contribuait à répondre à la forte demande de logements à Cernay.

Si la volonté gouvernementale de recentrer les incitations fiscales sur les zones les plus tendues est compréhensible pour accroître l'offre immobilière et éviter ainsi l'envolée des prix des loyers, elle ne doit pas conduire à un déséquilibre territorial mais tenir compte des réalités locales.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) recense 518 demandes de logements. De plus, le Schéma de Cohérence Territoriale Thur-Doller (SCoT) assigne un objectif de construction de 1200 logements sur 12 ans à la Ville de Cernay, soit 100 logements par an. Le programme local de l'habitat (PLH) en cours d'élaboration fixe un objectif identique.

Dans ces conditions, il apparaît clairement que les nouveaux projets immobiliers seront fortement compromis à Cernay, empêchant par là même de répondre aux besoins de logements identifiés par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et le Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il en découlera un très fort ralentissement des ventes de terrains qui remettra en cause les équilibres financiers des opérations d'aménagement, comme par exemple celle de la ZAC des Rives de la Thur.

La forte diminution des constructions, conséquence de la suppression de cette incitation fiscale, mettra également en difficulté tout le secteur lié aux activités du bâtiment et des travaux publics.

---

*Monsieur Christophe MEYER indique que son groupe s'abstiendra car il ne disposait pas du texte relatif à cette motion.*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Thur – Doller ;

Vu le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de communes de Thann-Cernay ;

Vu le projet de la Loi de Finances 2018 et l'exclusion de la zone « B2 » du dispositif fiscal « Pinel » en faveur de la construction de logements neufs ;

Vu l'avis des commissions réunies du 27 septembre 2017 ;

Considérant les besoins en logements à Cernay ;

Demande au Gouvernement, à l'unanimité des votes exprimés, de maintenir le zonage « B2 » dans le dispositif fiscal « Pinel » en faveur de la construction de logements neufs.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Anne EBERLEIN (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Joaquim RODRIGUES et Jacques MULLER)
--

## **10 - Questions orales**

L'ordre du jour étant épuisé, il est possible d'examiner les questions orales dans l'ordre chronologique de leur transmission.

Monsieur le Maire invite Monsieur Jacques MULLER à poser la première question relative aux travaux de la rue Joseph Depierre.

*« La première tranche de travaux étant effectuée, nous constatons que les lignes d'alimentation électrique des maisons ne sont pas enterrées. Pourquoi ? »*

Monsieur le Maire passe la parole à Monsieur Claude MEUNIER, afin de lui permettre de répondre à cette question.

### **Claude MEUNIER**

*« Monsieur le Conseiller,*

*La première tranche de travaux de la rue Depierre est en train de s'achever. Pour rappel, la municipalité a investi plus de 550.000 € pour la réfection de cette rue. Les lignes d'alimentation électrique des maisons n'ont pas été enterrées puisque cette réalisation, de la compétence d'EDF, est exclusivement effectuée dans les centres historiques et sur présentation d'un dossier auprès du Syndicat d'électricité et de gaz du Haut-Rhin.*

*Pour votre information, la municipalité a décidé de lancer la deuxième phase de travaux de cette rue dès le printemps 2018, pour un montant prévisionnel de 570.000 €.»*

Monsieur le Maire invite Monsieur Joaquim RODRIGUES à poser la deuxième question.

*« Nous constatons un regain d'activité au niveau de la carrière située à l'entrée Sud-Est de la ville (prolongement rue de Schweighouse). Pouvez-vous nous dire qu'elle est le but de cette activité et surtout, dans le cas d'apports de matériaux sur ce secteur, si nous en connaissons la composition exacte ? De plus qu'elle est la nature du sous-sol dans ce secteur ? »*

Monsieur le Maire passe la parole à Monsieur Alain BOHRER, afin de lui permettre de répondre à cette question.

### **Alain BOHRER**

*« Monsieur le Conseiller,*

*La carrière dont vous parlez est située dans une ZERC, Zone d'Exploitation et de Réaménagement coordonné des Carrières, dont l'autorisation dépend exclusivement du Préfet du département pour le compte de l'Etat.*

*La carrière a été exploitée jusqu'en 2004 par la société Sablière et Transports Friedrich qui a été rachetée par les Sablières Michel SA de Kingersheim qui a conservé la dénomination commerciale de l'exploitation.*

*En 2011, cette société a déposé auprès du Préfet une demande d'autorisation de remblaiement avec des déchets inertes.*

*L'instruction de ce dossier a été effectuée par la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin pour le compte du Préfet puisqu'il s'agit d'une compétence exclusive de l'Etat.*

Monsieur le Maire passe la parole à Monsieur Claude MEUNIER, afin de lui permettre de répondre à cette question.

### **Claude MEUNIER**

*« Monsieur le Conseiller,*

*La première tranche de travaux de la rue Depierre est en train de s'achever. Pour rappel, la municipalité a investi plus de 550.000 € pour la réfection de cette rue. Les lignes d'alimentation électrique des maisons n'ont pas été enterrées puisque cette réalisation, de la compétence d'EDF, est exclusivement effectuée dans les centres historiques et sur présentation d'un dossier auprès du Syndicat d'électricité et de gaz du Haut-Rhin.*

*Pour votre information, la municipalité a décidé de lancer la deuxième phase de travaux de cette rue dès le printemps 2018, pour un montant prévisionnel de 570.000 €.*»

Monsieur le Maire invite Monsieur Joaquim RODRIGUES à poser la deuxième question.

*« Nous constatons un regain d'activité au niveau de la carrière située à l'entrée Sud-Est de la ville (prolongement rue de Schweighouse). Pouvez-vous nous dire qu'elle est le but de cette activité et surtout, dans le cas d'apports de matériaux sur ce secteur, si nous en connaissons la composition exacte ? De plus qu'elle est la nature du sous-sol dans ce secteur ? »*

Monsieur le Maire passe la parole à Monsieur Alain BOHRER, afin de lui permettre de répondre à cette question.

### **Alain BOHRER**

*« Monsieur le Conseiller,*

*La carrière dont vous parlez est située dans une ZERC, Zone d'Exploitation et de Réaménagement coordonné des Carrières, dont l'autorisation dépend exclusivement du Préfet du département pour le compte de l'Etat.*

*La carrière a été exploitée jusqu'en 2004 par la société Sablière et Transports Friedrich qui a été rachetée par les Sablières Michel SA de Kingersheim qui a conservé la dénomination commerciale de l'exploitation.*

*En 2011, cette société a déposé auprès du Préfet une demande d'autorisation de remblaiement avec des déchets inertes.*

*L'instruction de ce dossier a été effectuée par la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin pour le compte du Préfet puisqu'il s'agit d'une compétence exclusive de l'Etat.*

*Par arrêté n° 2013 203-0013 du 22 juillet 2013, le Préfet du Haut-Rhin a autorisé la société Sablière et Transports Friedrich à exploiter cette installation dans les conditions définies par l'arrêté et ses annexes. Cet arrêté a fait l'objet d'un affichage à la mairie et a été publié dans le recueil des actes administratifs du département.*

*Les travaux de remblaiement ont démarré, le contrôle et le suivi de ces opérations étant sous la responsabilité de l'Etat qui opère des contrôles avec la DREAL.*

*L'autorisation accordée par le Préfet concerne une surface de 9,36 hectares dont 1,65 hectare devra rester en zone humide. A l'issue de ces travaux, la ville de Cernay prévoit d'aménager un parc naturel (forestier). »*

Monsieur le Maire invite Monsieur Christophe MEYER à poser la troisième question.

*« Une grande part des aides employées par la commune à Cernay dans les écoles maternelles se fait sur la base de contrats précaires et aidés par le gouvernement. Ces contrats ont pour but de former des personnes pour, ensuite, occuper un poste correspondant. Or, trop souvent, à l'issue de la période du contrat une autre personne était embauchée dans le même cadre avec peu d'incidence positive sur l'emploi. Lors des dernières élections présidentielles, vous avez soutenu le candidat Fillon qui souhaitait en finir avec les 500.000 emplois aidés « une trappe à pauvreté qui enferme les gens dans une impasse ». Vous avez donc conscience des dérives possibles du dispositif.*

*En revanche, pour l'épanouissement pédagogique de nos enfants et pour leur assurer la sécurité, il est indispensable d'avoir une ATSEM formée par classe. Quelles sont vos actions et projets à ce niveau ? »*

Monsieur le Maire reprend la parole pour répondre à cette question.

*« Monsieur le Conseiller,*

*Ma réponse s'adresse à Monsieur Christophe Meyer,*

*C'est vrai, j'ai soutenu François FILLON lors des dernières élections présidentielles. Et pour tout dire, j'en suis fier. Je ne suis pas de ces opportunistes qui nient leurs convictions en venant au secours de la victoire !*

*Et s'il est vrai que François FILLON souhaitait réduire de 500.000 le nombre de fonctionnaires sous son mandat, la chose n'est plus d'actualité puisque le Président élu est Emmanuel MACRON.*

*Permettez-moi de vous rappeler votre soutien entier et engagé pour « La République en Marche » d'Emmanuel MACRON qui vient de prendre la décision de supprimer, à la veille de la rentrée scolaire, tous ces contrats-aidés.*



*Car au-delà du débat, toujours légitime, sur l'efficacité d'un tel dispositif, le plus choquant et le plus immédiatement problématique, c'est la méthode choisie : une décision prise dans l'urgence et sans concertation.*

*C'est avant tout la méthode choisie par le Président de la République et le Gouvernement que vous avez soutenu pour l'élection présidentielle et législative, qui a plongé les écoles et les communes de France dans les difficultés où elles se trouvent aujourd'hui.*

*Habituée, malheureusement, aux coups de menton – et de rabot budgétaire à la très grosse lame – d'un Etat aussi inconséquent que brutal, la Ville de Cernay fait et fera face comme à son habitude.*

*Naturellement, l'urgence créée par le Président de la République et le Gouvernement nous interdit de promettre, de manière démagogique, d'apporter immédiatement une solution à toutes les difficultés engendrées par cette décision. Par contre, cette situation a été prise en compte par l'Adjointe en charge des écoles avec le soutien résolu de l'ensemble de la Municipalité. Différentes réponses ont déjà été apportées et d'autres le seront encore prochainement :*

- *Ainsi, j'ai saisi formellement le Préfet afin qu'il reconsidère la non-reconduction, qui était prévue, d'une aide ATSEM de l'école des Géraniums. Dans l'attente de sa réponse la commune a sécurisé le poste en recrutant la personne en question au moyen d'un CDD ;*
- *J'ai également saisi le Préfet au sujet d'un autre contrat aidé, possiblement menacé en novembre prochain, au sein de l'école des Hirondelles qui, pourtant, relève du Contrat de Ville du quartier « Bel Air » signé par l'Etat en 2015 ;*
- *Nous avons également d'ores et déjà diffusé 3 offres de mission dans le cadre du dispositif du service civique, pour exercer au sein de nos écoles maternelles ;*
- *Ou encore la démarche engagée depuis plusieurs mois de sécurisation des emplois des ATSEM contractuels des écoles, dont nous reparlerons lors de la prochaine séance du Conseil municipal lorsque nous examinerons la création de 6 postes ;*
- *Sans compter, dans les prochains mois, le devenir de la réforme des rythmes scolaires, décrétée tout aussi unilatéralement et sans concertation aucune et qui, selon le résultat de la concertation que nous mènerons, pourra dégager des excédents financiers que nous pourrions réaffecter au budget école.*

*S'agissant de la politique publique suivie par la Ville de Cernay en matière de contrat aidé, j'aimerais corriger l'erreur d'analyse que vous faites. En effet, il est faux de dire que la commune précarise les emplois aidés en refusant tout recrutement pérenne. Au contraire, lorsque, à la faveur d'un contrat aidé, la valeur professionnelle d'un agent s'est fait jour, nous ne manquons pas de lui proposer un emploi à la condition toutefois qu'un emploi permanent soit vacant, par exemple à l'occasion d'un départ à la retraite. Ce fut le cas, l'année dernière à l'école des Géraniums où une ancienne collaboratrice recrutée en contrat aidé s'est vue proposer un emploi à la suite d'un départ à la retraite.*



*De plus, les contrats aidés, nécessairement temporaires, doivent permettre de lutter contre la précarité en offrant la possibilité à des demandeurs d'emploi, plus en difficulté que d'autres,*

*de bénéficier d'une expérience professionnelle significative, gage d'une plus grande chance d'insertion professionnelle. Or, si nous avons transformé nos emplois aidés en emplois permanents, nous n'aurions plus pu proposer ces emplois aidés à d'autres demandeurs d'emploi en difficultés.*

*Enfin, ai-je besoin de rappeler l'incurie d'un Etat incapable d'adopter un budget où les recettes équilibrent les dépenses, contrairement aux collectivités locales, dont il s'apprête pourtant à faire une nouvelle fois les poches après les avoir déjà lui-même trouées ? Car, en effet, après la purge de 11 milliards d'euros des finances locales opérée au cours des 5 dernières années par François HOLLANDE, c'est désormais 13 milliards supplémentaires que le Président de la République, Emmanuel MACRON, votre candidat prévoit de ponctionner sur le budget des collectivités locales.*

*Pour Cernay, la seule baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), qui a été divisée par deux en 5 ans, représente environ 40 emplois d'ATSEM !*

*Aussi, Monsieur le Conseiller, face à un incendie, ce n'est pas la responsabilité des pompiers qu'il faut engager, mais celle des pyromanes ! »*

Monsieur le Maire invite Monsieur Joaquim RODRIGUES à poser la quatrième question.

*« Entre la rue de Normandie et la rue de Schweighouse, existe un chemin de plus en plus fréquenté par les automobilistes et qui semble volontairement mal entretenu. Se trouvent d'énormes ornières dangereuses au bout de la rue de Schweighouse. Or, la signalisation manque de cohérence et n'indique pas clairement la présence ou non d'interdiction de circuler ni les dangers au bout du chemin. Quels sont vos projets pour ce secteur ? Quelles sont les actions que vous souhaitez mener ? »*

Monsieur le Maire passe la parole à Monsieur Claude MEUNIER, afin de lui permettre de répondre à cette question.

### **Claude MEUNIER**

*« Monsieur le Conseiller,*

*Le chemin que vous évoquez a pour vocation à recevoir le trafic agricole, l'accès à la carrière et le passage des véhicules de service mais n'a pas le gabarit pour recevoir la circulation des axes routiers plus fréquentés.*

*Je rappelle que la ville de Cernay a repris ce chemin à la dissolution de l'association foncière. Il est réservé, comme l'indique le panneau positionné au bout de la rue de Schweighouse, aux ayants-droit, à l'accès de la carrière et aux véhicules de service.*

*Son entretien se fait à minima à la demande des riverains évitant ainsi de créer un appel d'air pour une route dont l'usage est nécessairement marginal. Cela présente également l'avantage de limiter les excès de vitesse.*

*Nous ne manquerons pas de rétablir un panneau réservé aux riverains, rue de Normandie, après le Leclerc Brico, de sorte que seuls les véhicules autorisés puissent circuler. »*

## **11 - Informations à la Municipalité**

Avant d'énumérer les diverses manifestations à venir, Monsieur le Maire voulait souligner les excellents résultats des cavaliers de la Société hippique de la Thur lors du Championnat de France d'équitation :

- Elodie LUTZING                      1<sup>ère</sup> place – Dressage Club 1 Junior et moins
- Chloé LUTZING                      2<sup>ème</sup> place –Equifeel Club Poney minimes et moins

Championnat des propriétaires

- Marina ARRIGONI                      3<sup>ème</sup> place – Dressage Dressage amateur 3 jeune

Il cède ensuite la parole à sa collègue Madame Anita BURGER, Adjointe à la Culture..

### **Anita BURGER**

01.10		Marche gourmande	
01.10	17h	Concert orgue et flûte de pan	Eglise St Etienne
04.10		Foire automne	
06.10	19h	Soirée récompenses MF/FN	Espace Grün
07.10	10h	Accueil nouveaux habitants	Espace Grün
07.10	19h	Tarte aux sketches	Cercle familial
08.10.	17h	Spectacle « Couleurs cachées » ATD Quart Monde (plateau)	Espace Grün
13.10	19h	Tarte aux sketches	Cercle familial
14.10	19h	Tarte aux sketches	Cercle familial

21/22.10		Salon minéralogique	Espace Grün
29.10		Courses « Rives de la Thur »	
		50 <sup>ème</sup> anniversaire consécration église du Saint-Esprit	
04.11	20h	Soirée « Jeunes talents »	Espace Grün
05.11	14h – 17h	Vente annuelle bricolage	Quai des platanes

Fin de la séance : 21h23.



Guillaume GERMAIN  
Adjoint au Maire  
Secrétaire de séance